Le Soir
PANORAMA

A FONDS PERDUS

# La désillusion

Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

Burson-Marsteller fait partie du groupe Young & Rubicam, leader mondial des services de communications. Elle fait, depuis 1953 autorité en matière de relations publiques et de communications internationales. Son offre de services couvre l'approche stratégique et l'exécution de programmes touchant aux relations publiques, la gestion de crise, la publicité et le numérique.

C'est elle qui vient de réaliser la dernière enquête sur la jeunesse arabe, véritable baromètre des aspirations d'une population de plus de 200 millions. L'enquête couvre les six Etats du Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite et Emirats arabes unis), l'Algérie, l'Egypte, l'Irak, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la Palestine, la Tunisie et le Yémen. Seule la Syrie na pas été couverte.

Le rapport rappelle qu'en 2010, un an avant les événements dudit «Printemps arabe», l'enquête avait identifié une «grogne» parmi la jeunesse arabe, aspirant à «un changement de l'ordre social», avec pour «seule priorité» : vivre dans une société démocratique. Quatre-vingt-deux pour cent de la jeunesse arabe interrogée en 2011 soutenait également que «vivre en démocratie était son désir le plus important».

Quatre ans après, le doute et le scepticisme s'installent. Une majorité de jeunes soutiennent que «la démocratie ne verra jamais le jour au Moyen-Orient : en 2015, seulement 15 pour cent de la jeunesse arabe mentionnent le déficit démocratique comme le plus grand obstacle, en forte baisse depuis trois ans», soulignent les auteurs du rapport(*).

Loin d'être dupes, les jeunes mettent en évidence les complicités, directes et indirectes, des pouvoirs arabes avec les nébuleuses terroristes. «Extrêmement préoccupés par l'influence croissante de l'ISIS» (l'Etat islamique d'Irak et du Levant, également connu sous l'appellation de Daesh), ils sont «un peu moins de la moitié» à être convaincus que leurs gouvernements nationaux peuvent traiter avec cette organisation.

Le sondage met en évidence dix tendances majeures.

Première conclusion : l'héritage du «Printemps arabe» ne résiste pas à l'usure du temps et les jeunes se rendent compte que «la démocratie ne pourra jamais fonctionner au Moyen-Orient».

«En 2015, seulement 38 pour cent des jeunes soutiennent que le monde arabe se porte mieux après le Printemps arabe, comparativement aux 72 pour cent de 2012».

Pour l'Algérie, d'autres enquêtes corroborent cette conclusion. Selon un sondage plus ancien(**), les motifs d'inquiétude sont, dans l'ordre : la pauvreté, le chômage et l'inflation (71,3%), la corruption (18,3%), la consolidation de la démocratie (3,8%), la question palestinienne (2,9%), la stabilité et la sécurité intérieure (2%), la non-ingérence (1%).

Compte tenu de ces préoccupations, la confiance de nos compatriotes est ainsi naturellement orientée vers l'armée (22,8%), la police (12), la justice (9,4), la société civile (8,3), le gouvernement ou le Conseil des ministres (6,6), le Parlement (3,8), les partis politiques (3,2).

Quant au sens que donnent les Algériens à la démocratie, il tient aux contenus suivants : la possibilité de changer de gouvernement par les urnes (31,8%), la liberté de critiquer le gouvernement (20,6), satisfaire les besoins élémentaires – logement, nourriture, habillement (16,3), vaincre la corruption (13,1), réduire le fossé riches pauvres (10).

Seconde conclusion : le renforcement de l'ISIS est considéré comme «le plus grand obstacle».

La montée de l'ISIS est un souci majeur pour près de trois jeunes sur quatre (73 pour cent). Dans le même temps, moins de la moitié (47 pour cent) sont convaincus que leur gouvernement national peut faire face à cette nouvelle menace.

Toutefois, cette méfiance vis-à-vis des pouvoirs locaux quant à leur détermination à éradiquer le terrorisme est variable d'un pays à l'autre. Les jeunes personnes interrogées en Algérie ont plus confiance dans leur gouvernement (83 pour cent) que partout ailleurs.

Troisième enseignement : le chômage reste une préoccupation majeure dans la région (pour 81 pour cent des jeunes) et de nombreux jeunes Arabes sont désireux de monter leur propre affaire (39 pour cent). Selon la Banque mondiale, 80 à 100 millions d'emplois restent à créer dans la région MENA d'ici 2020 pour maintenir le chômage à son niveau actuel.

Quatrième conclusion du sondage : les jeunes Arabes restent «prudemment optimistes quant à leur avenir». Cet optimisme est plus marqué parmi les jeunes du Golfe qui sont quatre-vingt-un pour cent à croire que les choses évoluent dans la «bonne direction», contre 57 pour cent en Afrique du Nord et seulement 29 pour cent au Levant.

Le Fonds monétaire international a récemment révisé ses perspectives de croissance économique pour la région à 3,3 pour cent en 2015 (0,6 pour cent de moins que les estimations précédentes), précisant que les pays membres du Conseil de coopération du Golfe ne seront pas «aussi durement touchés» que les autres exportateurs de pétrole, compte tenu des réserves de change qu'ils ont constituées.

Cinq : même s'ils restent nombreux à croire que la langue arabe est au cœur de leur identité (73 pour cent), beaucoup pensent qu'elle est en train de perdre de son influence (47 pour cent) et communiquent davantage en anglais (soixante-trois pour cent d'entre eux conviennent que «maîtriser l'anglais peut faire avancer une carrière plus que l'arabe».

Les chantres de l'arabité se recrutent davantage au Maghreb que dans les pays du Moyen-Orient : «36 pour cent des jeunes Arabes utilisent l'anglais plus que l'arabe de manière significative quotidiennement». Le phénomène est particulièrement répandu dans les pays du Golfe où «56 pour cent des jeunes pratiquent plus l'anglais que l'arabe, contre 24 pour cent ailleurs». Les monarchies du Golfe cultivent ainsi le double langage, puriste en direction des jeunes recrues du wahhabisme et d'obéissance et de plate servitude à leurs maîtres anglo-saxons lorsqu'il s'agit de leurs propres enfants !

En conséquence, deux jeunes sur trois (63 pour cent) sont préoccupés par l'utilisation décroissante de l'arabe.

Six : les Emirats arabes unis restent pour 20 pour cent des jeunes Arabes, pour la quatrième année consécutive, le pays où ils aimeraient vivre et le modèle à suivre pour leur pays, devant 20 autres destinations, dont les Etats-Unis (13 pour cent), l'Allemagne et le Canada (10 pour cent).

Selon les auteurs du rapport, le développement des TIC et la forte expansion des start-ups dans les domaines des arts, de la finance et de la culture appuient cette préférence pour les Emirats. On sent toutefois que le matraquage d'Al Jazeera a fait son effet !

Sept : l'Arabie Saoudite est considérée comme «l'allié le plus sûr» de leurs pays respectifs pour 30 pour cent d'entre eux, suivie des Etats-Unis (23 pour cent) et des Emirats arabes unis (22 pour cent).

Huit : la majorité des jeunes arabes restent préoccupés par la baisse des prix de l'énergie, même s'ils sont majoritaires à croire que cette baisse est temporaire.

C'est une préoccupation partagée par 90 pour cent des jeunes du Koweït – comme par ceux de Libye (84 pour cent), d'Algérie (75 pour cent) et d'Irak (64 pour cent).

Neuf : comme partout ailleurs, les jeunes du monde dit «arabe» affichent un haut niveau d'engagement. Près de la moitié (44 pour cent) disent boycotter une marque pour des raisons politiques. Le sondage affiche même des taux de «conscience politique» élevés. La jeunesse des Emirats arabes unis serait «plus consciente» avec 78 pour cent, suivie par celle d'Oman (58 pour cent), du Qatar (56 pour cent), d'Egypte (55 pour cent) et d'Algérie (54 pour cent).

Dixième et dernière conclusion du sondage : même si le numérique joue «un rôle central dans leur vie quotidienne» (40 pour cent des jeunes Arabes déclarent obtenir leur nouvelles à partir de sources en ligne et 25 pour cent de médias sociaux), la télévision reste la principale source d'information (60 pour cent), significativement plus que pour les journaux et la radio.

A. B.

*(*) ASDA'A Burson-Marsteller, Arab Youth Survey 2015, arabyouthsurvey.com*

*(**) Le document existe en arabe au lien suivant http://www.arabbarometer.org/sites/default/files/countyreportyAlgeriaII.pdf*

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE DU SOIR D'ALGÉRIE
VOUS ÊTES JOURNALISTE CONFIRMÉ(E) ?
VOUS SOUHAITEZ DÉBUTER
DANS CETTE MAGNIFIQUE PROFESSION ?
Envoyez votre CV à : lesoiralgerie@yahoo.fr
Il sera exigé une maîtrise parfaite de la langue française,
le sens de l'initiative et une disponibilité totale.

POUSSE AVEC EUX !

# Attention ! Là, on s'attaque au Président Bouteflika !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

*Répondant aux critiques de Louisa Hanoune, Ali Haddad aurait déclaré : «En Algérie, il n'existe pas d'oligarchie.» Vous êtes sûr de ça ? Haddad a…*

**… prononcé le mot «Oligarchie» ?**

Je ne sais pas pourquoi la justice ne s'est pas encore «autosaisie». Pourtant, elle a été saisie de s'autosaisir par une autosaisine officielle du ministre Louh. S'autosaisir pourquoi ? De quoi ? Un commis de l'Etat, le recteur de l'Université d'Alger vient d'enfreindre la définition officielle de la composante humaine et comportementale de l'Algérie. Oui ! Y a-t-il plus officielle qu'une définition édictée par le premier magistrat du pays, Abdekka ? Non, bien sûr. Et la Première Hermine du pays a dit –souvenez-vous – que l'Algérie, c'est aussi bien le kamis de Abassi Madani que la mini-jupe de Khalida Toumi. Les deux font partie de notre patrimoine, paraîtrait-il, selon le châtelain. De quel droit alors le recteur encourage, assume et revendique l'interdiction d'accès à l'une des Facultés du pays signifiée à une étudiante portant une robe courte ? C'est illégal ! Celui qui fait les lois, c'est Abdekka, le chef de tous les juges et greffiers du pays. Et aucun recteur, fut-il examinateur autoproclamé de la longueur des jupes et de la forme des genoux, ne peut contrevenir à la loi suprême. Je suis désolé, mais il est nécessaire de protéger les lois de ce pays et le législateur-chef. Je n'ai pas voté quatre fois de suite, et peut-être une cinquième et les suivantes inchallah pour Boutef', pour qu'un recteur viole les textes régissant mon pays, des textes qui en délimitent aussi généreusement les pourtours et les frontières, du kamis de Madani à la micro-jupe de Khalida. Il est urgent de combattre pied à pied pour défendre ce territoire chèrement acquis. C'est une question fondamentale de cohésion du… tissu social. C'est une affaire qui ne doit surtout pas traîner en… longueur. Il faut y couper court. Car demain, enhardis par cette violation du pouvoir judiciaire de Abdekka, que vont encore tenter les recteurs du pays et tous les autres «attenteurs» à l'ordre public ? Aujourd'hui, le gardien d'un temple du savoir se focalise sur un genou, une rotule et son galbe. Et demain ? Les décolletés passeront-ils à leur tour au scanner de ces «hommes de science et de lettres» ? Des… gorges profondes auprès du ministère aux universités me disent que oui, que ce mouvement insidieux de sédition contre le pouvoir de Abdekka est en marche. Soyons vigilants mes frères et sœurs ! Défendons le chantier de la mini-jupe si valeureusement lancé par notre Président chéri. Et fumons du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.